

Septembre 2006

F



منظمة الأغذية  
والزراعة  
للأمم المتحدة

联合国  
粮食及  
农业组织

Food  
and  
Agriculture  
Organization  
of  
the  
United  
Nations

Organisation  
des  
Nations  
Unies  
pour  
l'alimentation  
et  
l'agriculture

Organización  
de las  
Naciones  
Unidas  
para la  
Agricultura  
y la  
Alimentación

## COMITÉ DE LUTTE CONTRE LE CRIQUET PÈLERIN

Trente-huitième session

Rome, 11-15 septembre 2006

**BILAN DE L'ASSISTANCE D'URGENCE FOURNIE AUX PAYS  
AFFECTÉS PENDANT LA CAMPAGNE DE LUTTE CONTRE LE  
CRIQUET PÈLERIN 2003-2006 (CONTRIBUTIONS  
MULTILATÉRALES, BILATÉRALES ET MISES A DISPOSITION  
PAR LES PAYS AFFECTÉS)**  
(Point 6b de l'ordre du jour)

### 1. Financement de la campagne

Le coût de la campagne de lutte contre le Criquet pèlerin est estimé à 280 millions de dollars E.-U. pour les opérations de prospection/lutte et les activités liées à l'environnement, y compris la gestion des stocks de pesticide et la protection de la santé humaine. Ces fonds ont été mobilisés par les pays affectés (149 millions de dollars E.-U.<sup>1</sup>) et grâce à l'assistance d'urgence multilatérale, gérée par la FAO (80,4 millions de dollars E.-U.), et bilatérale (50,5 millions de dollars E.-U.<sup>1</sup>).

### 2. Ressources nationales

Comme mentionné ci-dessus, les pays affectés ont contribué à la campagne antiacridienne pour un montant total de 149 millions de dollars E.-U. L'assistance mobilisée par les deux pays d'Afrique du nord-ouest, le Maroc et l'Algérie, a représenté la majorité des ressources totales utilisées pour la prospection et la lutte contre le Criquet pèlerin. Ces ressources ont inclus des moyens de lutte tels que des pesticides, des équipements pour le traitement et des aéronefs déjà disponibles dans le pays ou acquis par les pays eux-mêmes. En outre, les frais de fonctionnement des équipes nationales de prospection et de lutte au Maroc et en Algérie ont été largement couverts par les ressources nationales.

Les nombreux autres pays affectés ont eux-mêmes mobilisé des moyens de lutte essentiels, comprenant des véhicules et des aéronefs mis à disposition par l'armée ou d'autres départements d'Etat (Protection des Végétaux). Par ailleurs, les pays ont eux-mêmes acquis des équipements et

<sup>1</sup> Source d'information: rapport de l'Évaluation multilatérale de la campagne 2003-05 contre le criquet pèlerin

des pesticides en plus des stocks de pesticide existants. De plus, les pays ont contribué aux frais de fonctionnement de leurs propres équipes de prospection et de lutte.

### **3. Assistance bilatérale**

L'assistance bilatérale a contribué à la campagne de manière significative, pour une valeur de 50,5 millions de dollars E.-U.<sup>1</sup> selon le Rapport de l'Evaluation multilatérale indépendante de la campagne antiacridienne. Trois pays d'Afrique du nord-ouest, l'Algérie, la Libye et le Maroc, ont largement contribué à la lutte antiacridienne dans le Sahel, par des moyens se chiffrant à 32 millions de dollars E.-U.<sup>1</sup> Une partie de cette assistance, en plus du soutien des bailleurs de fonds, principalement des Etats-Unis et de l'Afrique du Sud, a financé la fourniture de quelque 2,6 millions de litres de pesticides essentiellement pour les opérations de lutte au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Sénégal. Ces pesticides ont été fournis en plus de ceux livrés par l'intermédiaire de la FAO.

D'autre part, l'assistance bilatérale a financé des opérations de prospection et de lutte aérienne en prêtant ou offrant des aéronefs aux pays affectés. Le nombre d'aéronefs mis à disposition de la région pendant la campagne contre le Criquet pèlerin 2004/2005 est estimé à 42, dont 14 alloués au Sénégal, 11 au Mali et 9 à la Mauritanie. Les principaux bailleurs ayant financé ces opérations sont l'Algérie, la Libye, le Maroc et les Etats-Unis.

L'assistance a aussi couvert les besoins en équipement tels que des véhicules, des pulvérisateurs et des radios et soutenu financièrement le fonctionnement des équipes nationales de lutte.

### **4. Appels au financement aux bailleurs de fonds et assistance multilatérale gérée par la FAO**

En réponse à la crise acridienne, la FAO a alerté la communauté des bailleurs de fonds à partir d'octobre 2003 sur les besoins pour faire face à la situation acridienne menaçante et leur a lancé, en février 2004, un appel de fonds pour un montant de 9 millions de dollars E.-U. En raison des conditions météorologiques et écologiques exceptionnellement bonnes, favorisant le développement très rapide des populations de Criquet pèlerin, et d'une mobilisation des fonds insuffisante, les besoins pour contrôler les populations acridiennes en rapide augmentation se sont accrus en quelques mois, passant de 17 millions de dollars E.-U. en avril à 100 millions en août. Le 25 août 2004, la FAO a rétabli son Centre d'intervention antiacridienne d'urgence (ECLO<sup>2</sup>) afin de renforcer sa capacité de réponse en termes de recherche de fonds et d'assistance aux pays affectés.

Comme la situation acridienne évoluait rapidement, les pays affectés ont fait appel au financement d'urgence de la FAO à travers son Programme de Coopération Technique (PCT). En août 2004, la FAO avait financé plusieurs projets PCT nationaux et régionaux pour un montant de 4,1 millions de dollars E.-U. Ce budget a augmenté pendant l'été 2004, atteignant 6,2 millions de dollars E.-U. gérés à travers 22 projets PCT d'urgence.

La réponse des bailleurs de fonds aux appels de la FAO fut plutôt lente au début avec seulement 1,3 millions de dollars E.-U. approuvés pour la FAO en avril 2004. Cependant, le financement des bailleurs s'est rapidement accru avec la considérable augmentation des infestations acridiennes qui commençaient à menacer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance dans la région. Entre août et fin décembre 2004, les bailleurs de fonds avaient approuvé 76 millions de dollars E.-U. pour des projets nationaux et régionaux dans 18 pays affectés. Début 2005, cette contribution augmenta encore davantage, atteignant une valeur de 78,6 millions de dollars E.-U. puis atteint 80,4 millions de dollars E.-U. pendant l'année, montant géré à travers 68 projets. Le graphique 1 illustre la situation des fonds reçus en relation avec les appels de la FAO.

---

<sup>2</sup> Emergency Centre for Locust Operations.

En raison de l'évolution de la situation acridienne, à la fois en termes d'effectifs et de distribution géographique, et des changements intervenus dans l'assistance globale fournie aux pays, résultant notamment des contributions bilatérales et de la gestion des ressources propres des pays, les projets multilatéraux gérés par la FAO ont nécessité de fréquentes révisions de leur budget et de leur durée. Ces contraintes, davantage administratives et financières, pourraient être levées à l'avenir en adoptant une approche plus régionale basée sur un financement multi-bailleurs, par opposition à l'approche actuelle quelque peu fragmentée résultant en de nombreux projets nationaux et régionaux, souvent soumis à un budget assez rigide. Néanmoins, le soutien général des bailleurs de fonds a été apprécié quand il a fallu ajuster les budgets et prolonger les projets en 2006, permettant de mettre en œuvre un programme important sur l'environnement et la santé humaine, dans le cadre de la campagne antiacridienne et de son suivi.

Une avancée remarquable pendant cette campagne fut la coopération étroite avec le programme d'urgence et de développement de la Banque Mondiale (BM) pour la lutte antiacridienne dans 7 pays d'Afrique de l'ouest. Bien ces projets soient gérés au niveau national, de par la nature des prêts accordés par la BM aux pays, la FAO a apprécié le mécanisme de coordination établi avec la BM au cours des 2 dernières années. Une fois terminée la phase d'urgence, la FAO a l'intention de poursuivre cette fructueuse coopération avec la BM ainsi qu'avec les partenaires bilatéraux, y compris les banques régionales, dans le cadre du programme EMPRES de la FAO.

## 5. Allocation de fonds aux pays affectés par le Criquet pèlerin

Au vu des caractéristiques de la recrudescence du Criquet pèlerin et sur la base des besoins des pays affectés, la majorité des financements gérés par ECLO, soit 79,5 millions de dollars E.-U., fut allouée à l'Afrique de l'ouest et du nord-ouest (99% du budget total d'ECLO), le budget restant, soit 980 000 dollars E.-U., étant alloué aux pays de la région centrale (graphique 2).

Dans la région occidentale, 85,5% des fonds furent alloués aux cinq pays sahéliens (Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad), 11,3% aux quatre pays d'Afrique du nord-ouest (Algérie, Libye, Maroc et Tunisie) et les 3,1% restants aux pays du circuit Sud (Burkina Faso, Cap-Vert, Gambie, Guinée et Guinée-Bissau). Le graphique 3 illustre cette situation et le graphique 4 montre la répartition budgétaire par pays en région centrale, dans la zone de la mer Rouge.

Les fonds ont été initialement budgétisés pour couvrir les besoins immédiats au niveau des pays. Toutefois, les allocations budgétaires ont dû être ajustées au cours de la campagne antiacridienne pour financer des besoins plus essentiels afin de réduire les populations acridiennes et limiter ainsi le risque de perte de récoltes et d'insécurité alimentaire. Dans ce contexte, il faut noter qu'à la demande de la FAO, certains pays et bailleurs de fonds ont parfois préféré réallouer les fonds des intrants pour la lutte antiacridienne à la réhabilitation de la production agricole, car la sécurité alimentaire était affectée par les conséquences des infestations acridiennes et de la sécheresse dans certains pays sahéliens.

Les changements dans les allocations budgétaires entre octobre 2004 et août 2006 et les dépenses effectives par type d'intrant sont présentés dans la tableau suivant :

Principaux Intrants	oct. 04 (en .000 \$EU)	août 06 (en .000 \$EU)	dépensés en août 06 (en .000 \$EU)
Pesticides	40% 22 949	35% 28 299	18 188 64%
Pulvérisateurs	3% 1 868	2% 1 567	1 780 114%
Vêtements de protection	1% 729	1% 858	832 97%
Matériel de communication	1% 794	2% 1 802	2 092 116%
Véhicules	1% 763	3% 2 130	2 384 112%
Heures de vol	19% 11 134	15% 12 274	10 510 86%
Ressources humaines	6% 3 683	8% 6 239	4 336 69%
Autre équipement nécessaire pour la lutte	2% 1 099	6% 4 491	2 878 64%
Autres frais de fonctionnement	18% 10 288	18% 14 441	12 897 89%

Au début de la campagne, les fonds furent principalement alloués aux moyens de lutte tels que les pesticides, les opérations aériennes de prospection et de lutte antiacridienne, les frais de fonctionnement des équipes nationales. Plus tard, avec la diminution des infestations acridiennes, l'accent fut davantage mis sur les activités liées à l'environnement et à la santé humaine, y compris les programmes de gestion des stocks de pesticide et d'élimination des fûts vides. Cela est reflété par l'augmentation des fonds alloués aux intrants tels que « Autre équipement nécessaire pour la lutte », « Véhicules » et « Ressources humaines » dans le tableau ci-dessus.

Le graphique 5 montre le changement des allocations budgétaires par type d'intrant pendant la campagne contre le Criquet pèlerin.

## **6. Assistance fournie par ECLO aux pays affectés par le Criquet pèlerin**

Sur le total de 80,4 millions de dollars E.-U. mis à disposition d'ECLO, 60,4 millions avaient été engagés en août 2006, représentant 75% du budget total.

Le profil des dépenses, illustré par le graphique 6, indique que plus de la moitié des fonds a été dépensée pour l'achat de pesticides (18,2 millions de dollars E.-U.), la location d'aéronefs (10,5 millions de dollars E.-U.) et les frais fonctionnement au niveau du terrain (7,6 millions de dollars E.-U.). À noter cependant que le budget pour les pesticides n'a été utilisé qu'à 64% pour satisfaire aux besoins des pays en raison de livraisons additionnelles de pesticides par d'autres sources et de la réduction de la population acridienne. La tentative de réallouer les fonds destinés aux pesticides pour financer d'autres activités ne s'est que partiellement concrétisée car les modalités de financement de certains bailleurs de fonds ne permettent pas une flexibilité suffisante pour changer le budget dans ces circonstances. Dans ces cas-là, les fonds non dépensés seront retournés au bailleur. Néanmoins, la majorité des bailleurs a approuvé la réallocation de fonds, en particulier pour couvrir les besoins liés à l'environnement et à la santé humaine.

Pendant la campagne contre le Criquet pèlerin, la FAO a livré 2,6 millions de litres de pesticide (pour un montant total de 18,2 millions de dollars E.-U.). Les principaux pays en ayant bénéficié sont la Mauritanie (à concurrence de 7,5 millions de dollars E.-U.), le Sénégal (4,1 millions de dollars E.-U.), le Niger (2,1 millions de dollars E.-U.) et le Maroc (2 millions de dollars E.-U.). Ainsi, quatre pays ont reçu 86% des pesticides acquis à travers la FAO.

En ce qui concerne les services aériens pour les opérations de prospection et de lutte, le coût des aéronefs loués par la FAO à des sociétés commerciales s'est élevé à 10,5 millions de dollars E.-U. correspondant à 3 659 heures de vol. Les pays ayant bénéficié de cette assistance sont la Mauritanie (4,9 millions de dollars E.-U.), le Niger (1,6 million de dollars E.-U.), le Sénégal (1,4 million de dollars E.-U.), le Mali (1,1 million de dollars E.-U.) et le Tchad (1 million de dollars E.-U.). Les fonds dépensés en heures de vol pour ces cinq pays représentent 95% du montant total dépensé sur cette enveloppe.

En résumé, les fonds mobilisés à travers la FAO grâce au financement des bailleurs de fonds et sur les ressources propres de la FAO (PCT) ont permis de contribuer à la réussite d'une campagne antiacridienne en Afrique de l'ouest et du nord-ouest ainsi qu'en région centrale malgré quelques contraintes initiales de financement.

Les observations de l'Évaluation multilatérale indépendante de la campagne antiacridienne peuvent contribuer à prendre en compte ces contraintes-ci et d'autres rencontrées pendant la campagne.

## **7. Points de discussion pour le DLCC**

### **1. Approche “programme” plutôt que “projet” pour le financement des urgences**

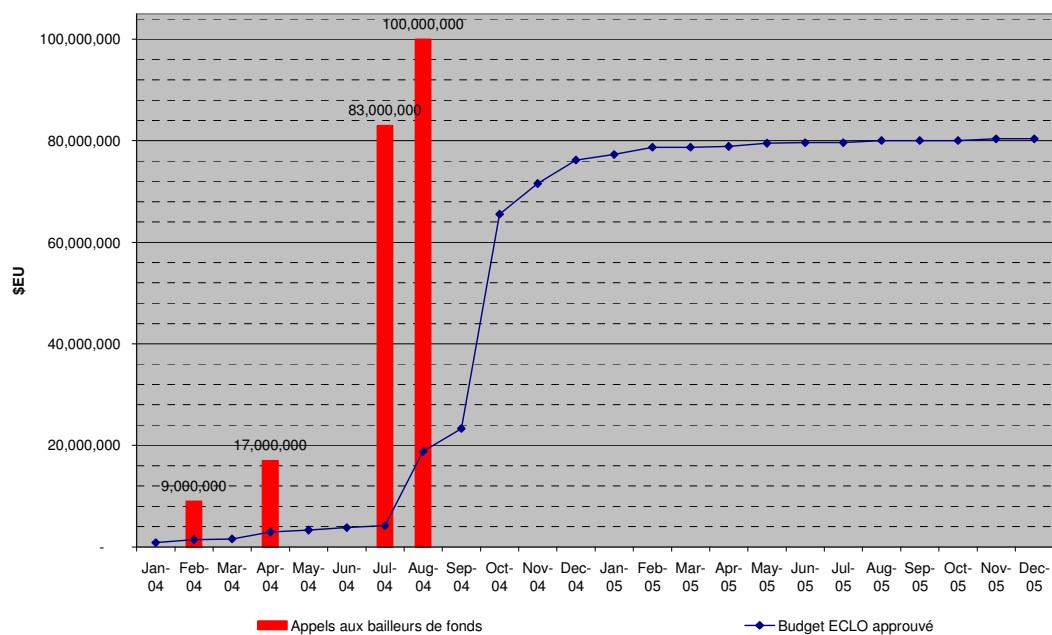
**acridiennes:** compte tenu de l'évolution rapide des situations acridiennes et des procédures administratives associées à la préparation des projets, une approche “programme” serait plus efficace et effective en terme de gestion des projets. Toutes les fois qu'une telle approche sera

acceptable par les bailleurs de fonds, elle devrait être plus favorable à une mise en œuvre plus aisée et effective de l'assistance aux pays affectés par la recrudescence acridienne.

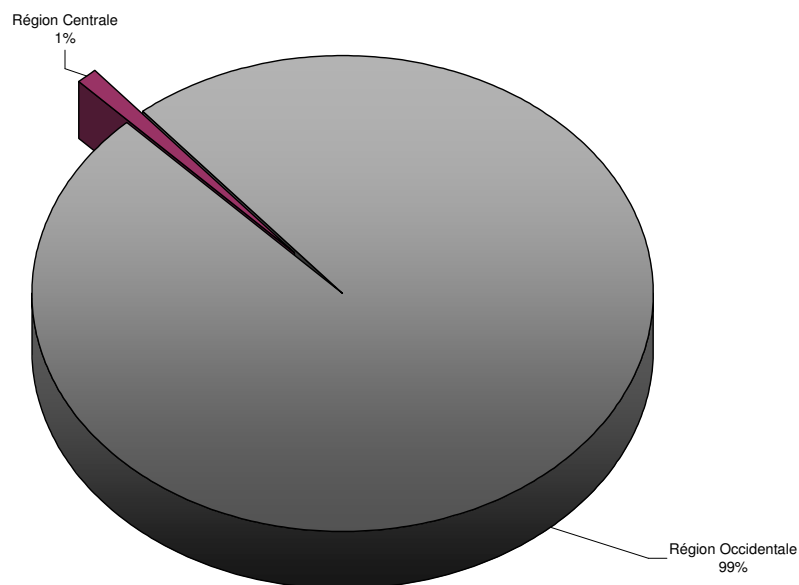
**2. Devenir des fonds non dépensés à la fin de la campagne antiacridienne / la fin d'ECLO:**

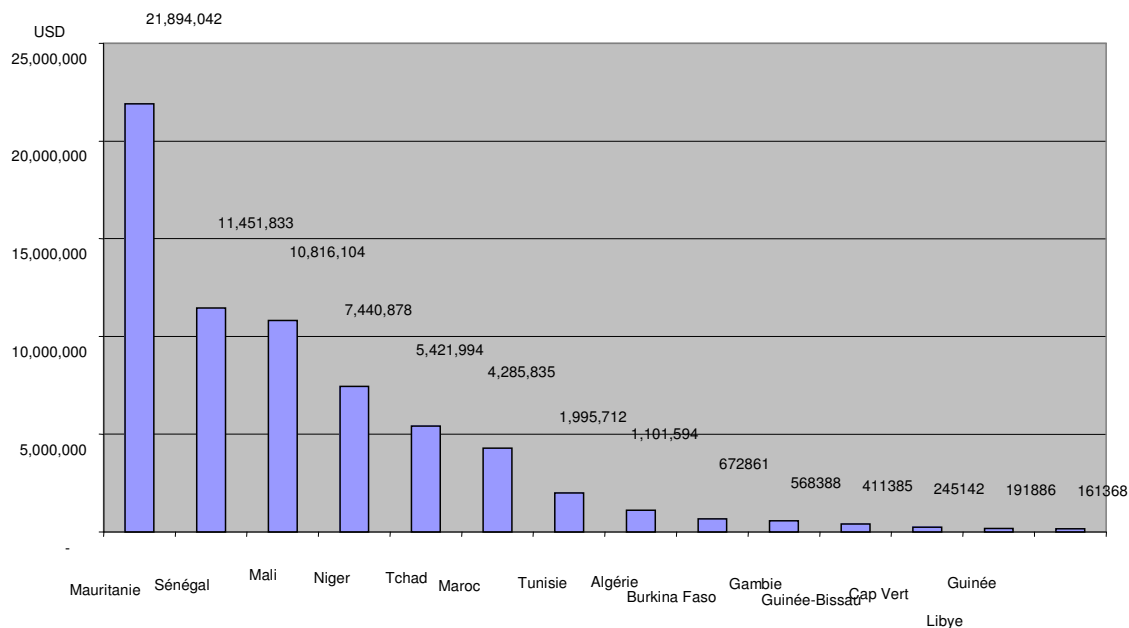
On peut s'attendre à ce que 2,1 millions de dollars E.U. n'aient pas été dépensés à la fin de 2006 au moment où la majorité des projets d'urgence auront été clos. Sous réserve de l'accord des donateurs, ces fonds pourraient soit renforcer les capacités nationales des pays pour une meilleure préparation aux urgences acridiennes dans le cadre du Programme EMPRES en région occidentale, soit être alloué à un fonds d'urgence spécial "Criquet pèlerin".

**Graphique 1: Fonds reçus par la FAO suite aux appels lancés à la communauté des bailleurs de fonds pour une assistance d'urgence**

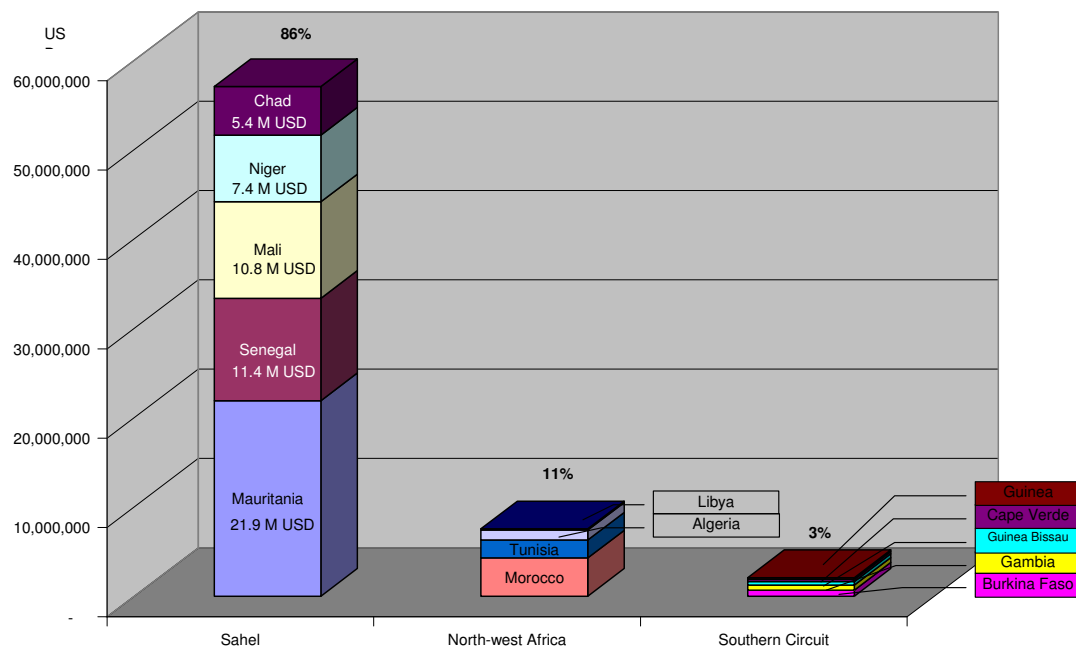


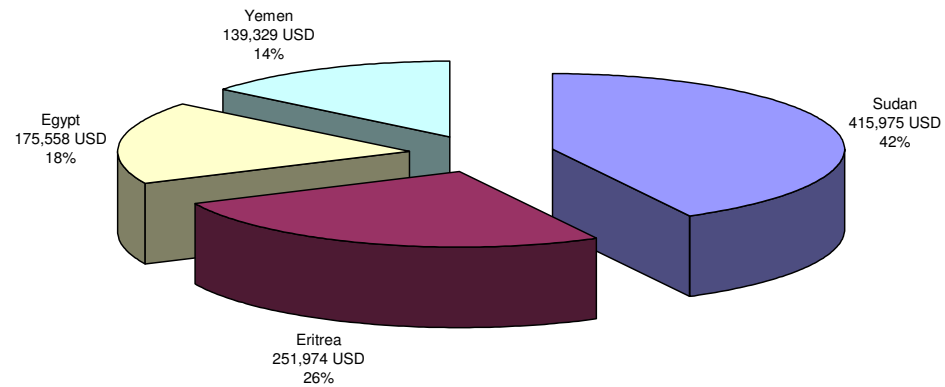
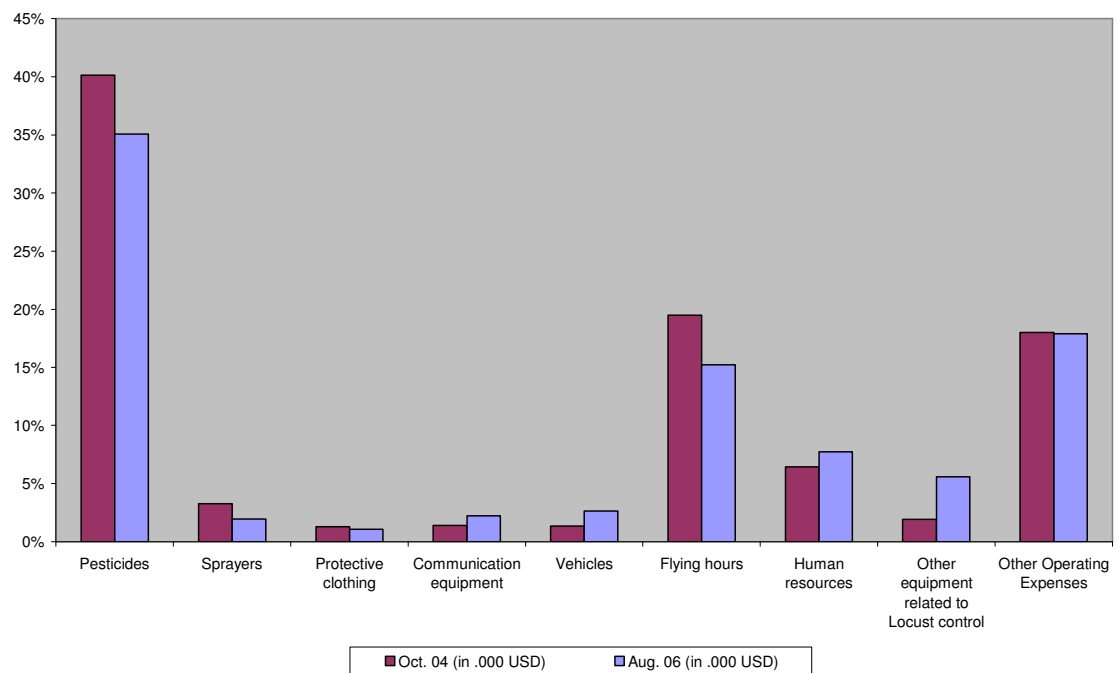
**Graphique 2: Répartition du budget FAO/ECLO entre les régions occidentale et centrale (pays du pourtour de la mer Rouge affectés par le Criquet pèlerin et assistés par la FAO)**



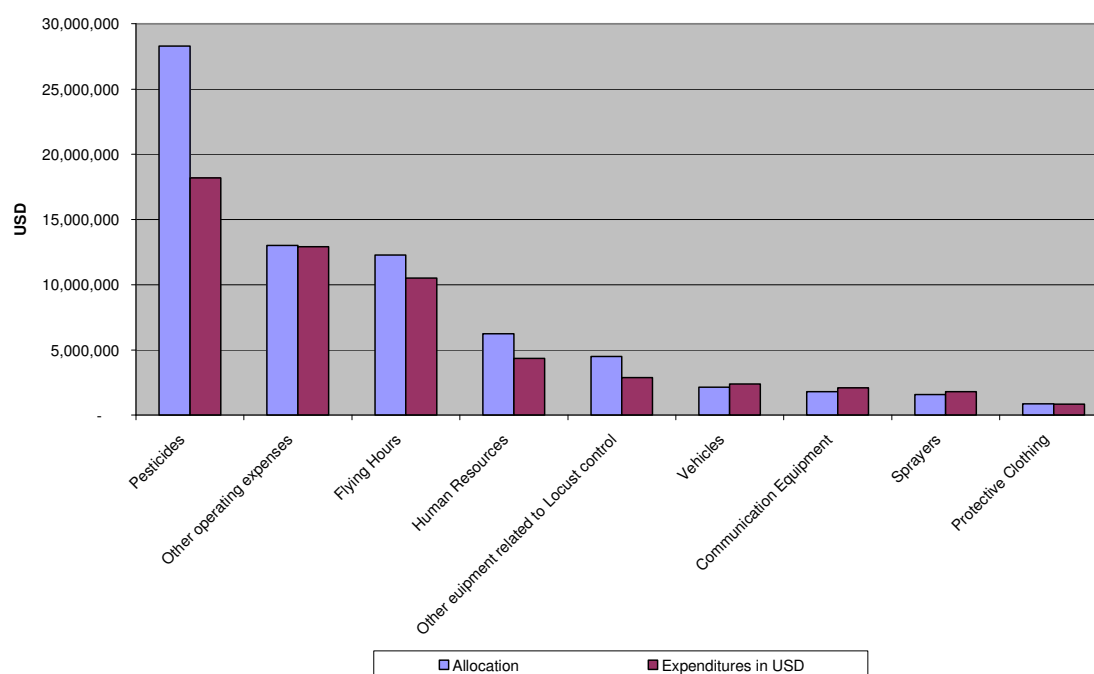


**Graphique 3: Répartition du budget de 79,5 millions de \$ E.-U. alloué à la région occidentale dans les trois sous-régions (Afrique de l'ouest, Afrique du nord-ouest et pays du circuit Sud)**



**Graphique 4: Répartition du budget FAO/ECLO alloué à la région centrale****Graphique 5: Comparaison des budgets alloués aux différents intrants par la FAO/ECLO en octobre 2004 et en août 2006**



**Graphique 6: Répartition des dépenses par intrant majeur<sup>3</sup>**

<sup>3</sup> Les données extraites du Système FAO de gestion de l'information sur le programme de terrain ne prennent pas en considération les révisions budgétaires approuvées dernièrement. Pour cette raison, les dépenses concernant les véhicules, le matériel de communication et les pulvérisateurs semblent plus élevées que le budget approuvé initialement. Cependant, l'accord des bailleurs de fonds couvre les différences entre les dépenses réelles et les allocations budgétaires.